

<https://ricochets.cc/Ni-democratie-ni-etat-de-droit-ni-democrature-ni-illiberalisme-ni-derives-du-pouvoir-mais-un-regime-autoritaire-en-marche-vers-le-7491.html>



Ni démocratie ni état de droit ni démocrature ni illibéralisme ni dérives du pouvoir, mais un régime autoritaire en marche e néo-fascisme



Date de mise en ligne : mercredi 24 avril 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les faits sont têtus, ils nous montrent régulièrement que la France n'est ni une démocratie ni un état de droit, même si ça nous gêne et que ça contredit les discours des médias dominants et de la (presque) totalité de la classe politique.

Les attaques en cours pour "apologie du terrorisme" visant des personnalités de gauche sont une illustration supplémentaire du processus de fascisation en cours.

Elles font écho aux récentes accusations de terrorisme visant des militants écologistes.

Le système en place ne détruit pas seulement nos conditions d'existence, le climat et les écosystèmes (et toute la vie qui s'y trouve), il détruit aussi les conditions d'une opposition politique et de véritables débats, ainsi que les libertés publiques.

Puissent ces rappels aider à prendre conscience de la gravité de la situation, et susciter des stratégies et actions fortes et massives à la hauteur de la réalité du "fascisme déjà là".

La France est-elle sur le point de basculer vers la dictature ?

► [La France est-elle sur le point de basculer vers la dictature ?](#)

Ce sont des remarques que l'on entend régulièrement, à un rythme qui s'accélère : "ça commence vraiment à puer" "on est vraiment en train de basculer vers autre chose" "en marche vers le fascisme !". Il y a de quoi exprimer ce genre de point de vue, en effet : convocation par la police de la candidate du principal parti d'opposition de gauche puis de la présidente de son groupe parlementaire en raison de propos tenus sur la colonisation israélienne, condamnation à un an de prison avec sursis d'un syndicaliste pour "apologie du terrorisme", tentative d'interdiction d'une manifestation antiraciste (alors que des marches de néonazis sont autorisées), volonté d'encadrer militairement la jeunesse populaire et mise en place du travail forcé pour les personnes au chômage... Et tout n'a pas commencé ces derniers mois. Dès 2018, en réprimant férocement, à des fins d'intimidations, et en arrêtant préventivement des milliers de manifestants durant le mouvement des gilets jaunes, le gouvernement macroniste avait déjà montré son autoritarisme. Depuis, sa violence s'exerce régulièrement et férocement à l'encontre de la jeunesse populaire, notamment lors des émeutes de l'été 2023.

Est-on en train de basculer vers autre chose ? Sous-entendu : autre chose que la démocratie et l'Etat de droit ? Et vers un régime autoritaire, potentiellement fasciste ?

Nous ne sommes pas en démocratie

Tout d'abord, notons qu'il y aurait basculement si nous étions auparavant dans ces cadres-là, mais est-ce seulement le cas ? Pour la démocratie, clairement pas. La Ve République, fondée dans des circonstances de guerre coloniale par un militaire, n'est pas un régime démocratique. La souveraineté du peuple y est extrêmement limitée.

(...)

Mais même sans majorité absolue, le gouvernement a pu continuer à prendre des décisions sans partage grâce à la constitution de la Ve République qui autorise, par son article 49-3, le gouvernement à se passer d'un vote du parlement pour faire adopter des lois. Le désengagement progressif et radical de la population envers toutes les élections traduit ce constat hélas réaliste : en France, la voix du peuple par les urnes est extrêmement limitée, voire inexistante. Les partis de la bourgeoisie se partagent le pouvoir et engagent, avec le soutien de médias aux ordres ou rachetés par leurs amis, de vives campagnes de dénigrement de toute organisation qui représenterait une menace un peu sérieuse.

(...)

Or, ces droits ont été piétinés à plusieurs reprises par le gouvernement. Le droit de grève a été amplement contourné, l'année dernière, par des réquisitions. Le droit de manifester n'est plus du tout garanti en France. En 2018, la répression intense subie par les gilets jaunes a démontré qu'une manifestation était possible seulement quand elle ne menaçait pas le pouvoir. Les manifestations contre le racisme ou en soutien à la population palestinienne sont régulièrement interdites.

(...)

Les mesures d'exception pour lutter contre le terrorisme, mises en place après les attentats traumatisants de 2015, servent bien, comme on pouvait le craindre, à "assimiler toute contestation politique ou sociale à du terrorisme" comme le dénonce le président de la Ligue des Droits de l'Homme.

(...)

L'Etat de droit n'est qu'une façade

Ainsi donc, il devient assez erroné et un peu absurde de parler de "bascullement" d'un état démocratique à un état autoritaire. Cela fait bien longtemps que la France n'est plus une démocratie, si tant est qu'on puisse trouver une période où elle l'a été. La souveraineté du peuple n'est plus, elle s'exerce dans des circonstances extrêmement contraintes tous les 5 ans, mais le reste du temps, elle est suspendue. Nous le voyons à chaque gros mouvement social : les citoyennes et les citoyens ne disposent pas de moyens légaux pour pouvoir bloquer une décision qu'elle juge majoritairement nocive. Mais, malgré des textes constitutionnels protecteurs, elles et ils ne peuvent plus exprimer leur colère ou leur désaccord radical avec les politiques menées - notamment sur le plan international - sans risquer gros sur le plan juridique. Toute tentative de désobéissance civile - par des actions de destruction de bien ou simplement de décrochage de portrait présidentiel - est féroce réprimée. **L'Etat de droit n'est qu'une façade, il fonctionne dans tous les cas où les intérêts de la classe dominante ne sont pas menacés, mais il est suspendu de fait quand elle risque plus gros.** Désormais, même des militants écologistes sont accusés de terrorisme et traités comme tels quand ils s'en prennent à des grandes entreprises.

(...)

Il n'y a donc pas de "bascullement", il faut arrêter de dire les choses ainsi. Mais malgré les preuves qui s'accumulent, la pudeur pour qualifier le régime politique est de mise dans les milieux politiques et intellectuels. On parle de "démocrature" ou de "dérives autoritaires du gouvernement", ce qui n'a aucun sens. Soit on est en démocratie, soit on est en dictature. Quant à parler de "dérives autoritaires" comme s'il s'agissait d'un style ponctuel de gouvernement, c'est ignorer que toutes nos institutions se transforment peu à peu en auxiliaire de ce régime, de la police aux juges en passant par les agents France Travail, les moniteurs du SNU et un certain nombre de profs qui embrassent avec enthousiasme leur rôle de policier du vêtement.

Nous vivons dans un régime autoritaire, au service d'une classe dominante capitaliste et qui adopte, tant par conviction que par stratégie, une pensée d'inspiration fasciste

La France n'est pas une démocratie. Il est grand temps de prendre conscience de cette réalité, sinon nous allons continuer à perdre notre temps à jouer au citoyen déçu avec des institutions qui ne sont pourtant pas conçues pour nous entendre ou nous respecter. Nous vivons dans un régime autoritaire, au service d'une classe dominante capitaliste et qui adopte, tant par conviction que par stratégie, une pensée d'inspiration fasciste. Cette idéologie fascisante au pouvoir comporte l'exacerbation du racisme, l'amour sans limite de l'ordre, le dégoût du peuple ainsi que le virilisme. **Ce serait rassurant s'il s'agissait juste d'un tournant particulier et ponctuel d'un gouvernement macroniste aux abois, qui tenterait de convaincre son électorat de vieux réacs pour conserver le pouvoir. Mais hélas, il semble bien que cette idéologie soit en train de s'insinuer dans toutes les institutions** : la cour d'appel de Metz a ainsi relaxé, jeudi 18 avril, un policier accusé de violence envers sa femme et ses enfants, invoquant un "droit de correction". **Ce fascisme du XXIe siècle infuse dans toute la société, du haut vers le bas** (et non pas du bas vers le haut, comme toute une tradition intello a eu tendance à le dire).

(...)

La France est un régime autoritaire. On ne va pas "sans doute vers le fascisme", il est, en partie, déjà là. Il faut se sortir de cette idée que seule une victoire du RN nous y emmènerait, car c'est se condamner à ne pas voir que sa pensée est déjà au pouvoir, et c'est s'empêcher de lutter contre au nom de ce parti contre lequel il faudrait systématiquement "faire barrage" - sans se préoccuper du flot de merde qui règne déjà de l'autre côté sur l'autre rive.

Alors évidemment, c'est une réalité très difficile à intégrer. D'abord parce qu'elle est effrayante, ensuite parce qu'elle trouble notre vision sépia de la vie sous régime autoritaire. Et pourtant : des policiers en roue libre qui peuvent tabasser ou tuer des gens - on y est. Une opposition qui est criminalisée et marginalisée - on y est. (...)

La plupart des régimes autoritaires de cette planète ont des élections

Et non, ce n'est pas parce qu'il y a encore des élections que nous n'y serions pas. La plupart des régimes autoritaires de cette planète ont des élections.

(...)

Un régime autoritaire n'est pas expérimenté de la même façon par tout le monde et c'est pourquoi certains le nomment plus facilement que d'autres. Quand on pointe à France Travail et que l'on nous annonce un stage obligatoire, sans quoi on nous condamne à crever de faim, on le sent bien, le régime autoritaire. Quand on vit en banlieue et que l'un de nos amis est tué par balle par un policier qui n'ira pas en prison, on le sent pas mal, le régime autoritaire. Quand on est diplômé, que l'on a un job bien payé, que LinkedIn nous suggère de devenir ami avec Gabriel Attal et qu'on a les moyens de partir souffler à l'étranger, on le sent moins, ce régime. On ergote, on s'indigne de temps en temps mais l'on estime que le pire restant toujours le RN, rien ne sert de dénoncer trop fort la situation actuelle.

(...)

La bonne nouvelle c'est que le régime autoritaire dans lequel nous vivons est certainement la réaction de toute une partie de la société aux mouvements de fond qui la traverse : révolte contre l'accumulation capitaliste, dégoût du travail subordonné, visibilisation et prise de parole des femmes et des racisés... comme un animal blessé, la classe dominante se durcit.

(...)

Le "progressisme" affiché encore il y a quelques années n'est qu'un masque que notre classe dominante ne revêt qu'en temps de paix. Prendre conscience que l'on vit dans un régime autoritaire, pas dans une "démocrature", dans de l'"illibéralisme" avec ses "dérives inquiétantes"... n'est pas une simple question linguistique : c'est ce qui nous permet d'agir intelligemment, sans perdre notre temps à nous étonner, nous indigner, pétitionner et, parfois même, voter. C'est ce qui nous permet aussi de nous épargner de nombreux scrupules à chercher d'autres voies pour établir un rapport de force et non seulement nous défendre mais aussi gagner.

► Article complet : <https://www.frustrationmagazine.fr/regime-autoritaire-ou-democratie/>



Ni démocratie ni état de droit ni démocratie ni illibéralisme ni dérives, mais un régime autoritaire en marche vers le néo-fascisme

ACCUSATIONS DE "TERRORISME" : À QUI LE TOUR ?

► Chronique du néofascisme qui s'installe -

Enfin, les vieillards d'extrême droite qui squattent les plateaux de télévision ont peut-être raison : en France, on ne peut plus rien dire. En revanche, cette censure de masse, cette « cancel culture » inquiétante ne concerne pas les propos racistes et misogynes, qui eux, ont des tribunes quotidiennes dans tous les médias. Elle frappe les voix antiracistes et anticolonialistes, avec une violence jamais vue.

Ce mardi 23 avril, la députée Insoumise Mathilde Panot, cheffe de file des élus Insoumis, le premier groupe d'opposition à l'Assemblée Nationale, apprend qu'elle est convoquée par la police pour « apologie du terrorisme ». « C'est la première fois dans l'histoire de la Cinquième République qu'une présidente d'un groupe d'opposition à l'Assemblée nationale est convoquée pour un motif aussi grave sur la base d'accusations fallacieuses » déclare-t-elle dans un communiqué. « J'alerte solennellement sur cette instrumentalisation grave de la justice visant à bâillonner des expressions politiques. Le régime macroniste aura transgressé toutes les limites imaginables », souligne-t-elle. « Aucune convocation, aucune intimidation de quelque nature que ce soit nous empêchera de protester contre le génocide en cours du peuple palestinien ».

Une véritable chasse aux sorcières qui assimile toutes les personnes qui soutiennent la Palestine à des terroristes

La députée n'est que la dernière cible d'une longue liste de personnalités persécutées dans le cadre d'une véritable chasse aux sorcières qui assimile toutes les personnes qui soutiennent la Palestine à des terroristes.

Avant elle, la juriste franco-palestinienne et candidate Insoumise Rima Hassan a été convoquée, mais aussi le syndicaliste et militant révolutionnaire Anasse Kazib, la journaliste Sihame Assbague, la basketteuse Emilie Gomis - qui aussi été démise de ses fonctions dans le cadre des Jeux Olympiques - le syndicaliste CGT Paul Delescaut - qui a été condamné à un an de prison avec sursis pour un tract - des syndicalistes étudiant.e.s de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales...

D'autres partis de gauche et collectifs sont menacés, par exemple le NPA.

Ce qui se joue autour des convocations de personnalités pour « apologie du terrorisme » n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Depuis octobre, des dizaines de témoignages font état de convocations du même type après une manifestation, un post sur les réseaux ou autre. Nous ne sommes plus loin des listes et des rafles d'opposant.e.s. Et rappelons le, à l'automne dernier, la France a été le seul pays au monde à interdire TOUTES les manifestations pour la Palestine. Des milliers de personnes avaient été verbalisées ou embarquées.

En parallèle, plusieurs meetings de la France Insoumise ont été interdits et la police antiterroriste est déployée contre les écologistes et dans les banlieues quand elles se révoltent.

Cette assimilation de toute parole critique à du terrorisme, et donc à une mise à mort symbolique avant d'être physique, est la suite logique d'un long processus engagé contre les minorités puis contre les mouvements sociaux qualifiés d'ultra gauche.

Souvenons-nous que, depuis des années, un travail de stigmatisation et de déshumanisation méthodique a été mené contre les habitant.e.s des quartiers populaires, ce qui a préparé les esprits à une répression militarisée de ces quartiers et à la mise à mort de nombreux jeunes. Puis le même procédé a visé les contestations sociales, notamment contre les Gilets Jaunes, le mouvement écologiste, puis les grandes

grèves de l'année dernière, ce qui a conduit à des milliers de blessés par la police et d'arrestations.

Voilà où nous en sommes au printemps 2024 : de nombreuses manifestations sont interdites, l'opposition est censurée et menacée, le nombre de dissolutions de collectifs explose, les meurtres policiers impunis se multiplient. Pendant ce temps, des milices fascistes peuvent brûler la maison d'un maire ou tabasser des militants avec la bienveillance des autorités.

Il faut le dire concrètement : Macron a d'ores et déjà posé les fondations d'un régime néofasciste. Et tout cela dans la passivité générale, puisque l'écrasante majorité de la population est désinformée au quotidien par les médias des milliardaires. Soyons responsables et lucides : c'est un bloc de solidarité et l'organisation concrète de la résistance qui doit être à l'ordre du jour, avant qu'il ne soit trop tard.

(post de Contre Attaque)

- ▶ voir aussi : [Essayez la dictature ? Interdictions de meetings, répression, censure, dissolutions...](#) - Se défendre c'est aussi passer à l'attaque